



L'Emblème du jour

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

Le ministère du Cadre de vie serre la vis

PAGE 10

PAGE 02

L'Emblème du Jour présente ses meilleurs vœux à ses lecteurs



PAGE 08

Messages des partis politiques en lice : MOBILISATION ET GESTION DES RESSOURCES



PAGE 03

Le Bénin revendique le choix de l'autonomie



SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



*Le cadre idéal pour vos événements
inoubliables !*

☎ 0198904640 / 0144904640

Les résidences

FENOU

APPARTEMENTS - CHAMBRES MEUBLÉS

☎ 0198904640 / 0144904640

Confort et luxe s'allient pour vous offrir un séjour incroyable.



VEILLE DU NOUVEL AN

L'Emblème du Jour présente ses meilleurs vœux à ses lecteurs



À l'orée d'une nouvelle année, L'Emblème du Jour marque une pause symbolique pour se tourner vers l'essentiel : ses lecteurs. En cette veille du Nouvel An, la rédaction adresse ses vœux les plus sincères à l'ensemble de ses fidèles lecteurs, partenaires et collaborateurs, qui, jour après jour, font vivre ce journal et lui donnent tout son sens. L'année qui s'achève a été riche en événements, en défis et en enseignements. À travers ses colonnes, L'Emblème du Jour s'est efforcé d'informer avec rigueur, d'analyser avec responsabilité et de relayer la voix des citoyens, dans un esprit de professionnalisme et d'engagement pour la vérité et l'intérêt général.

À l'aube de la nouvelle année, le journal renouvelle son ambition de rester un repère fiable de l'actualité, un espace d'expression

pluraliste et un acteur engagé du débat public. Plus que jamais, L'Emblème du Jour s'engage à poursuivre sa mission d'information avec indépendance, éthique et proximité.

En cette période de célébration et d'espérance, la rédaction souhaite à tous ses lecteurs une année nouvelle placée sous le signe de la paix, de la santé, de la solidarité et du progrès. Que 2026 soit une année d'opportunités, de réussite collective et d'épanouissement personnel pour chaque famille et pour notre nation.

Bonne et heureuse année à toutes et à tous, et merci pour votre fidélité constante.

La rédaction

MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'Emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'Emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOUE GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj, faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com

L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com
 Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
 N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com

TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joel ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION

Eméric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)
Godfroy MISSAHOGBE (Journaliste)
Youssef Michel AVOCEGAMOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

IDENTITÉ NUMÉRIQUE

Le Bénin révolutionne l'accès aux documents officiels pour sa diaspora

Le Bénin franchit une nouvelle étape décisive dans la transformation numérique de ses services publics. Désormais, les citoyens béninois résidant à l'étranger peuvent renouveler leur passeport international sans se déplacer vers une ambassade ou un consulat, grâce à une solution entièrement dématérialisée.

Portée par l'application ePass, conçue par la société technologique Seamfix en collaboration avec le gouvernement béninois, cette innovation permet d'effectuer l'ensemble des démarches à distance. Depuis leur pays de résidence, les usagers peuvent soumettre leurs pièces administratives, enregistrer leurs données biométriques, s'acquitter des frais en ligne et suivre l'évolution de leur demande en temps réel.

Déployée dans plus de 80 pays, la plateforme garantit un processus sécurisé et fluide. Une fois la procédure finalisée, le passeport est produit puis ache-

miné au demandeur par voie diplomatique ou par un service de messagerie agréé, selon les options disponibles.

Cette avancée s'inscrit dans la volonté des autorités béninoises de rapprocher l'administration des citoyens, où qu'ils se trouvent, tout en réduisant les lourdeurs administratives. Pour Chimezie Emewulu, directeur général de Seamfix, cette dématérialisation constitue une réponse concrète aux difficultés rencontrées par la diaspora : « Elle supprime les contraintes liées à l'éloignement géographique, aux frais de déplacement et aux impératifs professionnels ou académiques », souligne-t-il.

À travers cette réforme, le Bénin confirme son ambition de bâtir une administration moderne, inclusive et tournée vers l'avenir, plaçant le numérique au service de l'efficacité et de l'égalité d'accès aux services publics.

Youssef AVOCEGAMOU



AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Le Bénin revendique le choix de l'autonomie



Dans un contexte international marqué par la dépendance persistante de nombreux États à l'aide publique au développement, le Bénin affiche une ambition singulière : celle de s'en affranchir progressivement. À l'occasion de son message sur l'état de la Nation, le président sortant Patrice Talon a réaffirmé sa conviction que le pays dispose désormais des leviers nécessaires pour tracer seul sa trajectoire vers le développement.

Pour le chef de l'État, le Bénin n'est plus dans une logique d'assistance permanente. Dix années de réformes structurelles, de modernisation de l'administration, d'investissements dans les infrastructures et de redressement de la gouvernance auraient permis de poser les bases d'une économie plus résiliente et compétitive. « Le Bénin peut se passer de l'aide au développement », a-t-il martelé, estimant que le pays est engagé sur une dynamique où les progrès sont visibles et continus.

Cette déclaration soulève une interrogation majeure : le Bénin est-il réellement en mesure de refuser, à moyen terme, l'aide extérieure souvent assortie de conditionnalités et parfois

perçue comme condescendante ? Pour Patrice Talon, la réponse est affirmative, à condition de maintenir le cap des réformes, de renforcer la mobilisation des ressources internes et de promouvoir une croissance fondée sur la création de valeur locale.

Au-delà du constat, le président sortant adresse un message clair à la génération politique montante. Il lance un défi aux futurs dirigeants, et en particulier à son successeur attendu en avril 2026, de poursuivre cette vision d'un Bénin souverain dans ses choix économiques et maître de son destin. L'objectif affiché est celui d'un pays fier, autonome et respecté sur la scène internationale.

Dans cette perspective, tous les regards se tournent vers Romuald Wadagni, figure centrale de l'action gouvernementale actuelle et pressenti pour assurer la continuité. Saura-t-il transformer cette ambition en réalité durable et conduire le Bénin vers une indépendance économique effective ? L'avenir proche apportera les premières réponses à cette question stratégique pour la nation.

Youssef AVOCEGAMOU



ELONA HOUSE

SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES

À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ? Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou simple moment en famille... notre espace vous ouvre ses portes pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.

- ✓ ASSISTANCE TECHNIQUE PRO
- ✓ SALLES CLIMATISÉES
- ✓ GRANDE CAPACITÉ MODULABLE
- ✓ GROUPE ELECTROGÈNE



Djassin Houinvié - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

INSTALLATION DE LA COORDINATION DU LITTORAL DU FAN-CLUB ROMUALD WADAGNI

Cotonou accueille une cérémonie de mobilisation citoyenne ce dimanche

Le Fan-Club Romuald Wadagni franchit une nouvelle étape de son organisation avec l'installation officielle des membres de sa coordination départementale du Littoral. La cérémonie est prévue pour le dimanche 04 janvier, à partir de 14 heures, à l'Hôtel Amazone de Cotonou.

Cet événement solennel marquera la mise en place des responsables appelés à structurer et animer les actions du fan-club dans le département du Littoral. Il s'inscrit dans

une dynamique de consolidation des bases, de renforcement de l'engagement citoyen et de promotion des idéaux portés par Romuald Wadagni, figure majeure de la gouvernance économique et du leadership public au Bénin.

La rencontre réunira des militants, sympathisants, leaders d'opinion ainsi que plusieurs personnalités politiques et sociales. Elle sera également l'occasion de rappeler les objectifs du fan-club, axés sur la mobilisation, la

sensibilisation et l'accompagnement des initiatives de développement et de bonne gouvernance.

Les organisateurs invitent l'ensemble des membres et sympathisants du Fan-Club Romuald Wadagni, ainsi que le public intéressé, à prendre part massivement à cette cérémonie d'installation, symbole d'un engagement renouvelé au service du progrès collectif.

Marie Estelle AKANNI



Cérémonie d'installation des
**MEMBRES DE LA COORDINATION DÉPARTEMENTALE DU
LITTORAL DU FAN-CLUB ROMUALD WADAGNI**



**DIM. 04
JANVIER**

14H

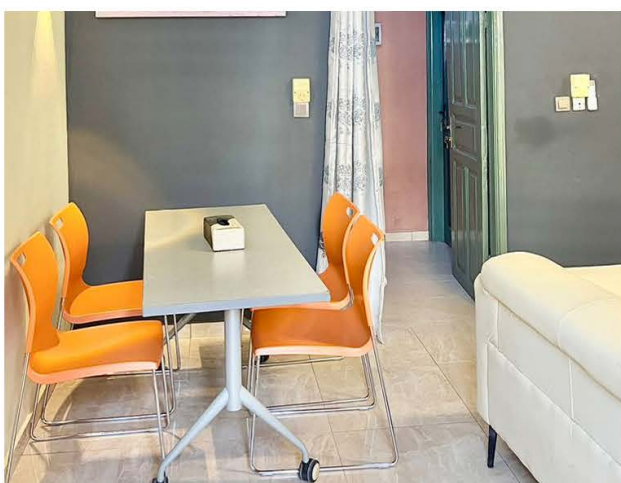


**Hôtel Amazone
Cotonou**



0166637531

Les résidences **FENOU**



Loin de chez vous, retrouvez la chaleur d'un foyer : chambres privées et cuisine conviviale pour partager des repas faits maison, rire et préparer vos aventures du lendemain. L'expérience idéale pour profiter à votre rythme !

CARACTÉRISTIQUES

- ✓ Luxe et confort
- ✓ Décor authentique
- ✓ Prix abordable
- ✓ Emplacement stratégique



Djassin Houinvie - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

Loisirs, fêtes et détente à Porto-Novo

L'ESPACE FIFAMÈ, VOTRE NOUVEL AIR DE FÊTE À ELONA HOUSE !

Pour toutes vos soirées en plein air, anniversaires, chill soirées et autres événements conviviaux, le promoteur de la salle ELONA HOUSE à Porto-Novo lance un nouveau concept : l'espace FIFAMÈ. Un cadre idéal, désormais ouvert à toute la population de Porto-Novo et des environs.

Porto-Novo se dote d'un nouvel espace de loisirs qui promet de marquer les esprits : l'espace FIFAMÈ, récemment mis à disposition par le promoteur de la salle ELONA HOUSE, bien connue pour accueillir des événements prestigieux dans la capitale.

Situé dans un environnement agréable et facilement accessible, FIFAMÈ offre un cadre spacieux, sécurisé et bien aménagé, parfait pour organiser des soirées en plein air, anniversaires, chill soirées, retrouvailles entre amis, petits concerts, afterworks et bien plus encore. Avec une atmosphère détendue et une ambiance chaleureuse, l'espace s'adapte aussi bien aux rassemblements festifs qu'aux moments de détente en famille ou entre collègues.

Que vous soyez un particulier, une association ou une entreprise, FIFAMÈ est l'endroit rêvé pour sublimer vos instants de convivialité à Porto-Novo.

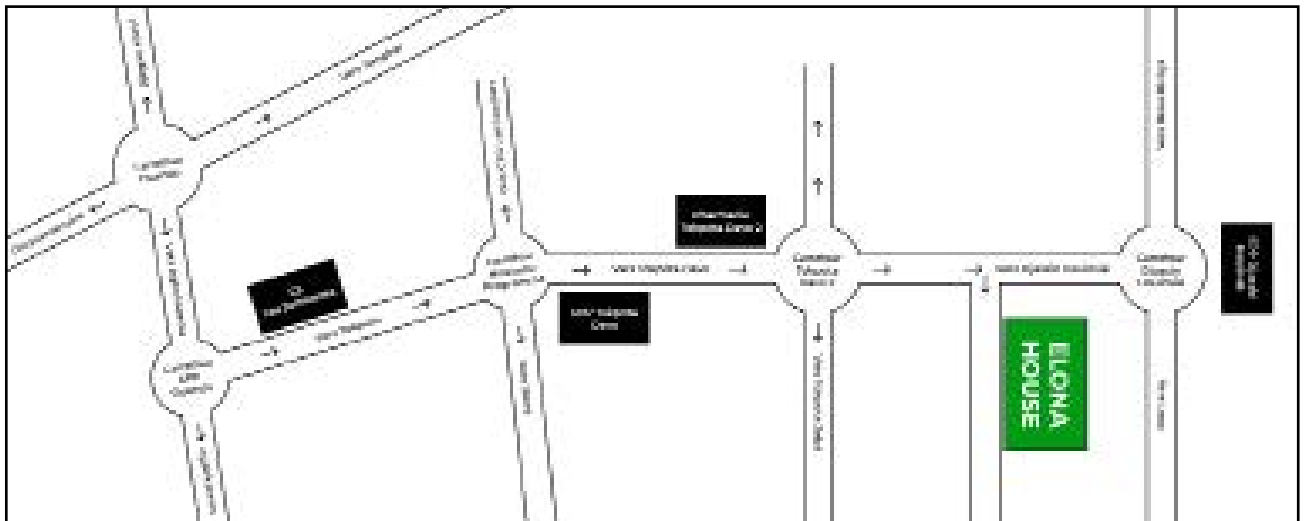
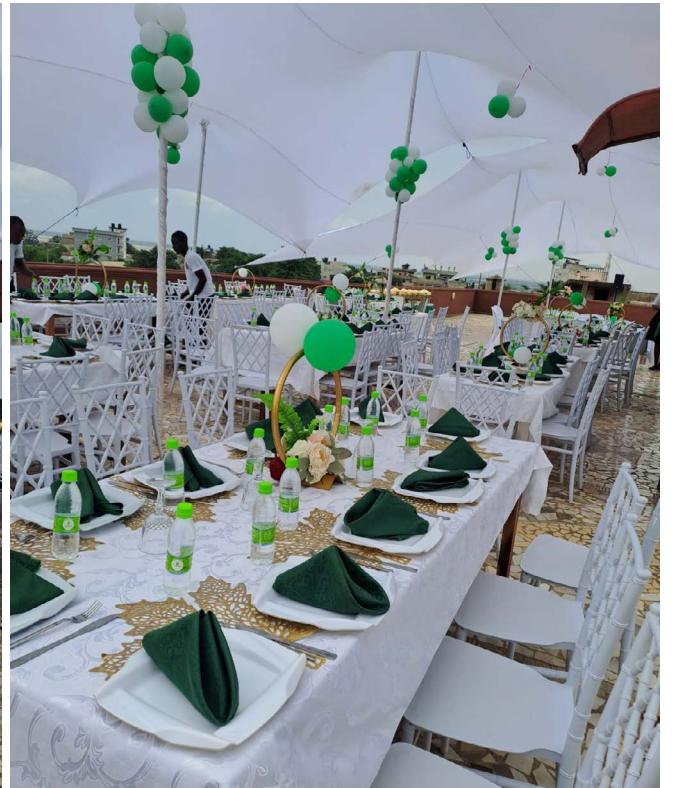
Réservez dès maintenant et offrez-vous l'expérience FIFAMÈ !

- Localisation : Salle ELONA HOUSE, Porto-Novo

- Contacts: 0144904640 / 0198904640

- Disponibilité : Tous les jours sur réservation

James Méryl ALLAGBE



ÉLECTIONS COMMUNALES DE 2026 - MESSAGE DES PARTIS POLITIQUES EN LICE

THEME : MOBILISATION ET GESTION DES RESSOURCES

Bloc Républicain (BR)



Le Bloc Républicain pour des communes autonomes et efficaces dans la gestion des ressources.

Quatre ans après le lancement de la réforme de la décentralisation, le Bénin a posé les bases d'une gouvernance communale plus moderne et plus professionnelle.

Si les acquis sont réels, le Bloc Républicain estime qu'il est temps de franchir une nouvelle étape : celle de communes financièrement plus autonomes, plus performantes et davantage redevables envers les populations.

Pour y parvenir, le BLOC RÉPUBLICAIN place la mobilisation des ressources propres au cœur de son programme de mandature communale. Il propose la digitalisation intégrale de la fiscalité locale, l'interconnexion des systèmes Impôts-Trésor-Communes, la création de guichets uniques communaux de paiement et le renforcement des capacités des agents. Objectif : élargir l'assiette fiscale, sécuriser les recettes et restaurer la confiance des contribuables.

Sur la qualité de la dépense publique, le Bloc Républicain mise sur une gestion rigoureuse et transparente.

Des plans pluriannuels d'investissement et d'entretien, des comités budgétaires participatifs et la publication annuelle de rapports communaux de transparence permettront d'aligner les priorités sur les besoins réels et d'améliorer l'impact des investissements.

Le parti du cheval blanc cabré innove également en proposant une administration communale fondée sur la performance, avec des mécanismes d'incitation au mérite et un programme continu de renforcement des compétences.

Enfin, une gouvernance orientée vers les usagers, appuyée par des enquêtes de satisfaction et des cadres d'écoute citoyenne, fera de l'avis des populations un levier d'amélioration continue.

Avec ces propositions concrètes, le Bloc Républicain entend transformer chaque franc mobilisé en services visibles et utiles, et bâtir des communes plus responsables et plus proches des citoyens.

Force Cauris pour un Bénin Émergent (FCBE)



La décentralisation telle que mise en œuvre actuellement n'offre pas trop de possibilités de ressources aux communes. En effet, les ressources financières des communes sont de deux ordres : les ressources fiscales et celles liées aux prestations ou services.

Les ressources fiscales concernent les collectes sur le foncier bâti ou non bâti, les impôts locaux sur les entreprises en exercice dans la commune, les taxes collectées sur la clientèle privée (marchés, boutiques...).

Les ressources liées aux services et prestations proviennent de la délivrance des actes administratifs. Il y a également les redevances (les taxes perçues sur les exploitations minières par exemple). D'autres communes créent également des taxes liées à des activités génératrices de revenus et qui prennent de l'ampleur. Ces taxes suscitées qui devraient être régulées entre l'État et les communes souffrent aujourd'hui d'une grande concurrence entre l'État et son administration décentralisée. Les opérations de lotissements qui génèrent des ressources aux communes sont désormais contrôlées par l'État central et les transactions foncières relèvent maintenant des prérogatives de l'Agence nationale des domaines et du

foncier (ANDF) et des notaires. Les actes administratifs sont systématiquement devenus l'apanage de l'Agence nationale d'identification personnelle (ANIP). Les marchés qui se modernisent également échappent à la gestion des communes qui rencontrent des difficultés à pressurer la population. Celle-ci éprouve des difficultés de vie dans les marchés secondaires. Tout ceci amenuise les ressources des communes au profit de l'État central qui prend le contrôle de presque tout. Au d'une gestion décentralisée de nos communes et on assiste à un renforcement de la concentration de la gestion publique.

La Force cauris pour un Bénin émergent (FCBE) soutient qu'il faut affecter les ressources aux communes via le Fonds d'Investissement Communal (FIC) et les ministères sectoriels. La décentralisation est le transfert de pouvoirs, de responsabilités et de ressources du gouvernement central vers des entités locales. Pour ce faire, il est impérieux lui redonner tout son sens. De ce qui précède, la FCBE envisage de mener le combat afin que les communes deviennent réellement l'Etat représenté à la base. Dans cette logique que les ministères sectoriels doivent cesser de vouloir tout faire par eux-mêmes mais plutôt s'appuyer sur l'administration décentralisée pour les services rapprochés aux populations.

Les Forages à pompe manuelle (FPM) ne devraient plus être comptabilisés comme des ressources des communes. Pour assurer l'eau potable à tous, l'Etat devra déclarer au regard des difficultés des populations l'accès à cette eau gratuite et les charger de l'entretien des sites.

VERS UNE NOUVELLE ÈRE DE LA POLITIQUE BÉNINOISE

Élections générales de 2026 : les partis politiques reprennent la main

À l'approche des élections communales et législatives de 2026, un changement majeur s'opère dans le paysage politique béninois. Les affiches électorales qui commencent à apparaître dans les villes et villages du pays témoignent d'une évolution significative : les visages des candidats s'effacent au profit des emblèmes, couleurs et messages des partis politiques.

Ce choix stratégique, loin d'être anodin, traduit une volonté claire des formations politiques de se placer au cœur du débat électoral. Désormais, ce sont les partis qui assument pleinement la conduite de la campagne, mettant en avant leurs visions, leurs idéaux et leurs programmes de gouvernance, tandis que les candidats sont relégués à un rôle secondaire.

Cette nouvelle orientation marque un tournant décisif dans la communication politique au Bénin. Elle rompt avec une tradition longtemps dominée par la personnalisation excessive des campagnes, où l'image et les moyens financiers des candidats prenaient souvent le pas sur les projets politiques. Dorénavant, l'enjeu n'est plus l'individu, mais l'offre politique portée collectivement par

le parti.

En recentrant le débat sur les programmes et les orientations idéologiques, les partis entendent corriger les dérives observées lors des consultations précédentes. Autrefois, les candidats les plus fortunés imposaient leur présence sur la scène électorale, parfois au détriment de la compétence et de la cohérence politique. Cette époque semble désormais révolue.

Avec cette approche, les électeurs sont appelés à faire un choix plus rationnel, fondé sur la crédibilité des partis, la pertinence de leurs propositions et leur capacité à gouverner efficacement. Les ambitions personnelles cèdent la place à une responsabilité collective, renforçant ainsi le rôle central des partis politiques dans l'animation de la vie démocratique.

À l'horizon 2026, cette évolution pourrait bien redéfinir durablement les règles du jeu politique au Bénin, en instaurant une culture électorale davantage axée sur les idées, les projets et l'intérêt général

Youssef AVOCEGAMOU

Union Progressiste le Renouveau (UPR)



Béninoises et Béninois.

Depuis 2020 que l'Union Progressiste le Renouveau fait sa première expérience de gestion des communes dans notre pays, c'est une nouvelle ère qui s'est ouverte pour les communes gérées par des cadres de notre parti. La réforme structurelle de la Décentralisation est venue donner un coup d'accélérateur à la transformation en cours dans les communes dont les équipes dirigeantes sont issues de l'UP le Renouveau.

Dans ces communes, qui sont d'ailleurs les plus nombreuses du pays, la mobilisation des ressources est devenue optimale grâce aux initiatives prises pour sécuriser la collecte des recettes communales. En fonction des activités économiques dominantes dans chaque commune, l'UP le Renouveau a veillé à la mise en place de procédures strictes permettant de prévenir toute volatilité des ressources locales en assurant la transparence.

Chaque franc qui revient à la commune doit aller absolument dans les

caisses de la commune. Notre parti en a fait son affaire. C'est une question d'honneur.

S'inspirant des efforts de lutte contre la mal gouvernance au niveau central, la bonne gestion des ressources des communes est une préoccupation permanente pour l'UP le Renouveau. Une valeur qui habite chaque militant du parti qui participe en tant qu'élu à l'administration d'une commune. Et le résultat est sans appel. Les communes les mieux administrées du Bénin sont celles gérées par nos valeureux cadres.

Pour une mobilisation efficace et une gestion rigoureuse

Des ressources communales en vue d'accélérer le développement local, Votez UP le Renouveau.

UP le Renouveau, c'est le choix de la transparence totale dans la mobilisation des ressources communales et une gestion communale alliant éthique, responsabilité et efficacité.

Je vous invite à voter pour l'UP le Renouveau lors des élections communales du 11 janvier 2026

VODUN DAYS 2026

Ouidah se prépare à vivre trois jours de ferveur culturelle et de rayonnement international

L'édition de la maturité se tiendra du 8 au 10 janvier 2026

La tenue effective des Vodun Days 2026 est désormais officielle. L'annonce a été faite ce mardi 30 décembre, à l'issue d'une conférence de presse organisée à l'Arène de Ouidah, confirmant ainsi la tenue de l'événement du 8 au 10 janvier 2026 dans la cité historique.

La rencontre avec les professionnels des médias a réuni plusieurs acteurs clés du secteur culturel et touristique. Elle a été animée par la Directrice adjointe de cabinet du ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, Mme Glwadys GANDAO, le maire de Ouidah, Christian HOUÉTCHÉNOU, et le Directeur général de l'Agence Bénin Tourisme, Sindé TCHÉKÉTÉ. Étaient également présents les membres du Comité des rites Vodun du Bénin, les dépositaires du patrimoine

Vodun ainsi que des cadres techniques du secteur.

Prévue sur trois jours, cette nouvelle édition s'annonce comme l'un des temps forts du calendrier culturel national. À travers cette sortie médiatique, les organisateurs ont réaffirmé la place centrale des Vodun Days, désormais érigés en événement de référence, pleinement inscrit dans la stratégie nationale de valorisation du patrimoine culturel et de développement touristique.

Prenant la parole au nom du gouvernement, Mme Glwadys GANDAO a rappelé la vision des autorités béninoises de faire du tourisme et de la culture des leviers majeurs de croissance économique et de diversification. Elle a souligné que les Vodun Days participent à la promotion d'un patrimoine vivant, tout en renforçant l'attractivité du Bénin sur la scène internationale, dans le

strict respect des valeurs, des rites et des traditions ancestrales.

De son côté, le maire de Ouidah, Christian HOUÉTCHÉNOU, s'est voulu rassurant quant à l'état de préparation de la commune. Il a indiqué que d'importants aménagements ont été réalisés sur les sites emblématiques et que des dispositions organisationnelles ont été prises pour garantir la sécurité, la fluidité et la qualité de l'accueil des visiteurs. Le maire a également mis en exergue les retombées économiques positives attendues pour les populations locales, notamment dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration, de l'artisanat et des transports.

Quant au Directeur général de Bénin Tourisme, Sindé TCHÉKÉTÉ, il a présenté les grandes articulations du programme des trois jours, qualifiant cette édition de « véritable

édition de la maturité ». Selon lui, l'ambition est d'offrir une expérience plus structurée, plus lisible et plus immersive, en cohérence avec la stratégie de promotion de la marque-pays « Bénin, un monde de splendeurs ». Les Vodun Days constituent ainsi un puissant outil de rayonnement culturel et touristique, en synergie avec les actions de promotion menées à l'international.

À quelques jours du lancement officiel des festivités, cette conférence de presse confirme que Ouidah s'apprête à vibrer au rythme du Vodun, dans une dynamique de transmission culturelle, de fierté identitaire et de développement touristique durable.

Emeric Joël ALLAGBE



AFFICHAGE POLITIQUE

Le ministère du Cadre de vie serre la vis

À l'approche des échéances électorales, le ministère du Cadre de vie et des Transports, en charge du Développement durable, monte au créneau pour rappeler les règles encadrant l'affichage publicitaire en période de campagne. À travers un communiqué officiel, l'institution insiste sur le respect strict du décret n°2023-453 du 13 septembre 2023, toujours en vigueur et applicable à l'ensemble des partis politiques, candidats et équipes de campagne.

Cette sortie vise à prévenir les dérives observées lors des précédentes consultations électorales, marquées par une occupation anarchique de l'espace public. Selon le ministère, le respect de la réglementation est indispensable pour garantir la salubrité publique, la sécurité des usagers, la préservation de l'esthétique urbaine et surtout l'équité entre les acteurs politiques.

Le texte rappelle formellement que tout affichage est prohibé sur des

supports non autorisés, notamment les arbres, feux tricolores, panneaux de signalisation, bâtiments administratifs, clôtures privées ou publiques, ainsi que les équipements urbains. Ces pratiques, en plus de dégrader le cadre de vie, constituent une infraction à la réglementation en vigueur.

Les autorités préviennent que toute installation illégale sera systématiquement retirée, aux frais du parti ou du candidat concerné, et pourra donner lieu à des sanctions administratives ou financières. Les espaces publics, souligne le communiqué, doivent rester libres afin d'éviter toute gêne visuelle ou physique pour les citoyens.

Face à ces enjeux, le ministère appelle à la responsabilité et au civisme de l'ensemble des acteurs politiques. Il annonce par ailleurs un renforcement des contrôles, assurés conjointement par les services municipaux et préfectoraux, afin de veiller à l'application rigoureuse des dispositions

réglementaires tout au long de la campagne.

Un message clair : la conquête du pouvoir ne saurait se faire au détriment du cadre de vie et du respect des règles républicaines.

Yousseuf AVOCEGAMOU



FAUSSE MONNAIE EN CIRCULATION EN PÉRIODE FESTIVE

La police démantèle une tentative de mise sur le marché de faux billets à Bohicon

À l'approche des fêtes de fin d'année, période propice à une forte activité économique, les forces de sécurité intensifient leur vigilance face aux réseaux de fausse monnaie. C'est dans ce contexte qu'une opération policière menée avec succès a permis, le dimanche 28 décembre 2025, l'interpellation de deux individus à Agongointo, localité située aux environs de Bohicon.

Selon des sources sécuritaires, les policiers avaient été alertés de l'imminence d'une transaction frauduleuse impliquant un individu opérant depuis Porto-Novo. Une opération d'infiltration minutieusement préparée a alors été déclenchée, conduisant à l'arrestation des suspects au moment même où ils s'apprêtaient à écou-

ler les faux billets.

Lors de la fouille, les agents ont découvert une sacoche contenant vingt-cinq lots d'un million de francs CFA chacun, exclusivement composés de billets de 10 000 FCFA, auxquels s'ajoutaient quarante-deux autres billets de la même coupure. La valeur totale de cette fausse monnaie est estimée à 25 millions 420 mille francs CFA.

Placés en garde à vue, les deux individus devront répondre des faits de fabrication, détention et tentative de mise en circulation de fausse monnaie, infractions sévèrement réprimées par la loi. Une enquête approfondie est en cours afin d'identifier l'origine des faux billets et de remonter l'ensemble

du réseau impliqué dans cette activité criminelle.

Cette opération vient rappeler la détermination des forces de l'ordre à protéger l'économie nationale et à sécuriser les transactions financières, particulièrement en cette période festive où les risques de fraude sont accrus.

Yousseuf AVOCEGAMOU



KANDI, VILLE CHARNIÈRE DU NORD-BÉNIN

Entre héritage royal, dynamisme commercial et potentiel touristique

Au cœur du septentrion béninois, Kandi s'impose comme l'une des villes les plus stratégiques et emblématiques du Nord du pays. Chargée d'histoire, ouverte sur le commerce et riche de sa diversité culturelle, la cité se distingue par un passé royal prestigieux et un présent résolument tourné vers le développement.

Fondé au XVI^e siècle, le royaume de Kandi naît sous l'impulsion de Saka Baku, fils du roi de Niki. À la tête d'une expédition déterminante, ce dernier s'installe dans la région afin de protéger les populations locales face aux incursions répétées des guerriers peuls et dendi. De cette initiative défensive est né un royaume qui, au fil des siècles, a façonné l'identité politique, sociale et culturelle de Kandi.

Aujourd'hui, Kandi est devenue une commune majeure et un véritable carrefour économique du Bénin. Sa position géographique stratégique en fait un point de convergence du transport et des échanges commerciaux entre le Nord et le Sud du pays, ainsi qu'avec les États voisins. La ville abrite près de 200 000 habitants, issus de plusieurs communautés ethniques, notamment les Baatombu, Peulhs, Dendi, Mokollé et Boo, qui cohabitent dans une diversité harmonieuse.

Kandi a également vu naître ou accueilli d'illustres personnalités de la scène politique nationale. Parmi elles, Alassane Seidou, premier maire démocratiquement élu de la commune, et Madame Zinatou Saka Ossen Alazi, actuelle maire de Kandi, figure emblématique du leadership féminin et première femme conseillère communale de la ville.

Sur le plan des infrastructures, Kandi dispose d'équipements structurants qui renforcent son attractivité. La ville accueille notamment une École normale des instituteurs, l'Institut National



Fo na kayo
Kandi

de Recherche Agricole du Bénin (INRAB), le CE-NAGREF, ainsi que d'autres services essentiels. Son potentiel touristique n'est pas en reste, avec des sites remarquables tels que le rond-point AEFI, le site des éléphants d'Alfakoara, véritable trésor écologique, et le grand marché Alhéri, poumon commercial et lieu de brassage culturel.

La richesse de Kandi se reflète aussi dans sa gastronomie locale, savoureuse et authentique.

L'igname pilée, la pâte de mil, les différentes bouillies de céréales et le célèbre danbou témoignent d'un patrimoine culinaire profondément enraciné dans les traditions du Nord.

Ville d'histoire, de rencontres et d'opportunités, Kandi demeure une référence incontournable du Nord-Bénin, conjuguant héritage royal, vitalité économique et promesses touristiques.

Yousseuf AVOCEGAMOU

MOBILISATION GÉNÉRALE AU NIGER

Un cadre juridique renforcé pour la défense nationale

Le Niger a franchi une nouvelle étape dans sa stratégie sécuritaire avec l'adoption d'un projet d'ordonnance portant sur la défense de la patrie. Ce texte, présenté comme un instrument de mobilisation générale, définit les obligations des citoyens en cas de réquisition de personnes, de biens et de services au nom de l'intérêt national. Selon les dispositions prévues, tout citoyen nigérien est tenu de répondre sans délai à un ordre d'appel ou de rappel émanant des autorités compétentes. Le projet impose également le strict respect des mesures prises dans le cadre de la mobilisation et appelle à la retenue dans les échanges d'informations, notamment la diffusion de contenus susceptibles de compromettre l'effort national de défense.

Au-delà des personnes, l'ordonnance autorise la réquisition de biens et de services jugés nécessaires à la protection du territoire et à la sécurité collective. Les populations sont par ailleurs invitées à adapter leur communication au contexte sécuritaire actuel et à signaler aux autorités la présence de ressortissants de pays considérés comme hostiles sur le sol nigérien.

Cette initiative intervient dans un climat régional marqué par une recrudescence des violences terroristes au Sahel. Confronté à des menaces persistantes, le Niger cherche à renforcer sa capacité de riposte et à consolider l'unité nationale autour de la défense du territoire.

Les autorités militaires au pouvoir tiennent toutefois à rassurer. Elles soulignent que le projet d'ordonnance s'inscrit dans le respect de la Charte de la refondation ainsi que des textes régissant l'organisation générale de la défense nationale. L'objectif affiché est de doter le pays d'un cadre légal clair, adapté aux défis sécuritaires actuels.

Reste néanmoins une interrogation majeure : cette mobilisation générale répond-elle uniquement à une nécessité stratégique face aux menaces extérieures, ou constitue-t-elle également un levier de contrôle et de pression sur les voix dissidentes ? Les prochains mois permettront d'apprécier l'usage concret qui sera fait de cet instrument juridique inédit.

Yousseuf AVOCEGAMOU



ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

Les résidences
FENOU



Porto-Novo, Djassin Houinvié
- Tokpota - Dowa



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707